

Le Président de la République va recevoir dans les prochains jours les organisations syndicales et patronales pour un « sommet social ». La CGT entend vous faire connaître son analyse du contexte économique et social et les principaux axes de revendications qu'elle défendra.

Une situation économique dégradée, qui appelle des mesures d'urgence et des changements de logique.

Voilà quelques mois, le gouvernement annonçait la reprise alors que la situation de l'emploi continuait de se dégrader.

Le mois dernier, il se félicitait d'un chiffre du chômage en très légère baisse. En réalité, rien aujourd'hui ne permet de pavoiser. Les entreprises restaurent leurs marges mais l'emploi se précarise, nombre de chômeurs en fin de droits n'ont comme seule alternative qu'un stage parking ou un « emploi aidé » sans perspectives.

La politique industrielle est toujours inexistante malgré quelques annonces gouvernementales.

Si l'on regarde au-delà de nos frontières, les signes inquiétants abondent :

La finance internationale, mise en cause dans le déclenchement de la crise, a repris les commandes, dictant sa loi aux états surendettés par les plans de sauvetage des banques et les pertes de recettes fiscales liées à la récession.

Les agences de notation, véritables milices privées au service du capital, sont à la manœuvre pour enfoncer les pays les plus fragiles et déclenchent des attaques spéculatives. Le peuple grec est la première victime de cette stratégie indécente qui voit la finance, responsable de la crise, imposer des plans d'austérité drastiques aux états et aux peuples. Et ce alors que l'on nous annonçait le capitalisme enfin moralisé après les sommets du G20, les paradis fiscaux éradiqués et les spéculateurs mis au pas.

La CGT n'entend pas renoncer face à cette situation grave pour les salariés, en France comme partout en Europe. Solidaire du peuple grec, la CGT avance des propositions pour sortir de cette situation économique et sociale dégradée.

Elle considère que le dossier des retraites, brandi comme le symbole de sa volonté de « réforme » par le Président de la République, doit être traité sérieusement et sans précipitation.

Le développement de l'emploi, comme un partage plus juste de la valeur ajoutée en faveur des salariés constituent, avec la recherche de nouvelles ressources de financement, les clés pour un traitement juste, efficace et durable des problèmes posés.

Le choc de la crise

- ➡ 680 000 : c'est le nombre d'emplois détruits en France dans les 18 derniers mois :
- ➡ moins 1,4 % pour la première fois depuis la guerre, la masse des salaires versés en 2009 a reculé du fait de la crise.
- ➡ 20 milliards : c'est l'impact de la crise sur l'ensemble des systèmes de protection sociale en 2009, soit 5 % de recettes en moins.

La crise, pas pour tout le monde

- ➡ 47 milliards : ce sont les profits des entreprises du CAC 40 en 2009 (c'est plus de deux fois le déficit des régimes de retraites).
- ➡ 56 % : c'est la part des profits accaparés par les actionnaires des entreprises du CAC 40 versés en dividendes en 2009 (c'était 42 % en 2008).
- ➡ 14 milliards d'allègements d'impôts pour les entreprises en 2010 (12 pour la taxe professionnelle et 2 pour la taxe carbone).

Le flop de la prime Jeunes

- ➡ Seuls 34 000 jeunes de moins de 25 ans ont touché la prime de 500 € promise en 2009 (pour 250 000 annoncés).

Les salaires à la traîne

- ➡ 50 % des salariés touchent moins de 1 500 € bruts mensuels. La CGT propose de porter le Smic à 1 600 € bruts.
- ➡ 36 300 € : c'est le salaire moyen annuel par salarié de l'industrie en France (46 900 en Allemagne), source Insee 2008.

La précarité à la hausse

- ➡ Les femmes et les précaires sont les premières victimes de la loi d'août 2009 sur le travail du dimanche.
- ➡ 362 000 contrats aidés en 2009 n'offrent pas de perspectives d'emploi durables.

Principaux axes de revendications de la CGT

Une politique active en faveur de l'emploi et contre la précarité

- ➔ Investir dans la formation, la qualification, les salaires,
- ➔ Créer un pôle financier public : l'argent doit aller à la production,
- ➔ Favoriser le lien production/recherche : le crédit impôt Recherche (4,5 milliards d'€) est un gouffre et ne garantit pas que la recherche débouche sur des productions en France,
- ➔ Elargir la démocratie sociale : il faut contrebalancer le pouvoir des actionnaires pour que l'entreprise ne soit plus leur vache à lait, instaurer un droit suspensif des licenciements,
- ➔ Etendre les prérogatives des représentants des personnels dans les conseils d'administration,
- ➔ Contrôler et conditionner les aides publiques aux entreprises à la politique d'emploi et de salaires,
- ➔ remettre à plat des exonérations de cotisations sociales patronales (environ 30 milliards d'euros),
- ➔ Mettre en place une circulaire de régularisation pour les travailleurs sans papiers qui travaillent et cotisent en France,
- ➔ Abroger la loi TEPA sur les heures supplémentaires (équivalent de 400 000 emplois),
- ➔ Soutenir le chômage partiel dans des conditions plus strictes évitant l'alternance chômage partiel / forts dépassements d'horaires la même année afin d'éviter les effets d'aubaine pour les entreprises,
- ➔ Redéfinir des secteurs d'activité où le travail du dimanche est nécessaire.

Développer les services publics

- ➔ Remise à plat des réformes dans le public mettant en avant l'emploi et l'efficacité sociale des services rendus à la collectivité et aux citoyens,
- ➔ Arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique (35 000 par an),
- ➔ Une politique d'emploi dynamique nécessite plus de services publics et d'entreprises publiques,
- ➔ Création de pôles publics dans les domaines vitaux : financement de l'économie, énergie, défense, transports...
- ➔ Mise en place de nouvelles solidarités sociales, économiques et financières en Europe.

Une politique salariale dynamique et de réduction des inégalités

- ➔ Revalorisation du Smic à 1 600 € bruts, des minimas sociaux et des retraites,
- ➔ Négociations pour un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux salariés,
- ➔ Les éléments variables de rémunération doivent être soumis à cotisation (6,5 milliards de recettes pour la protection sociale),
- ➔ La rémunération des dirigeants doit être transparente et discutée et faire l'objet d'un avis des instances représentatives du personnel,
- ➔ Le bouclier fiscal et les niches fiscales bénéficiant aux hauts revenus doivent être supprimés. Une fiscalité plus juste et plus redistributive doit être instaurée,
- ➔ Des sanctions pécuniaires contre les entreprises pratiquant des discriminations salariales entre hommes et femmes doivent être instituées.

Garantir l'avenir de nos régimes de retraite

Au moment où l'avenir des retraites du public comme du privé est en jeu, pour la CGT, il est primordial de :

- ➔ garantir le droit à la retraite à 60 ans ;
- ➔ reconnaître la pénibilité par un départ anticipé ;
- ➔ assurer une pension au moins égale à 75 % du salaire et en aucun cas inférieure au Smic pour une carrière complète ;
- ➔ stopper l'allongement de la durée de cotisation ;
- ➔ prendre en compte, dans le calcul de la pension, les périodes d'étude et d'inactivité forcée.

Le financement des régimes et la nécessaire revalorisation des retraites passent par l'élargissement de l'assiette de cotisation à toutes les rémunérations, le développement de l'emploi, une augmentation des salaires et une mise à contribution des revenus financiers des entreprises.